

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
Préface	7
Maria NOWAK	
Préface	11
Thierry BONNEAU	
Le microcrédit, un exemple de financement alternatif	15
Marina TELLER	
Introduction	15
<i>Les hommes et l'argent</i>	15
<i>Peut-on prêter aux pauvres ?</i>	15
<i>La microfinance : une révolution ambivalente</i>	16
1. De la genèse à la consécration législative	18
1.1. L'émergence du microcrédit	18
L'aventure de la Grameen Bank	18
1.2. La définition du microcrédit, entre différentes approches conceptuelles	19
La définition du microcrédit	19
La distinction du microcrédit et de la finance informelle.....	20
2. L'encadrement du microcrédit	21
2.1. Des voies de régulation divergentes : comment encadrer le microcrédit ?	21
Les difficultés de la régulation.....	21
Les voies de la régulation	22
Banques et microcrédit : vers une autre utilité sociale ?	23
2.2. La réglementation française du microcrédit	24
2.2.1. Le modèle français du microcrédit.....	24
<i>Microcrédit et réglementation des activités bancaires</i>	25
<i>Le contrôle et la surveillance du secteur</i>	26

2.2.2. Le microcrédit personnel garanti	27
<i>L'originalité du mécanisme de microcrédit personnel</i>	27
<i>L'objet des microcrédits personnels</i>	28
<i>Perspectives de développement : la mise en place de plateformes de microcrédit personnel</i>	28
<i>Vers le financement de projets liés à la précarité énergétique ?</i>	29
<i>Un possible conflit avec le système des aides sociales</i>	30
2.2.3. Caractéristiques du microcrédit professionnel	30
<i>La définition du microcrédit professionnel : une spécificité française</i>	30
<i>L'accompagnement, élément fondamental dans la sécurisation des projets</i>	32
<i>Incertitude juridique sur certains montages financiers, dans le cadre du microcrédit professionnel</i>	32

Financement alternatif relevant des principes de l'économie sociale et solidaire 33

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

Introduction 33

1. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire 37

1.1. Les acteurs traditionnels de l'ESS 37

1.1.1. Les coopératives..... 38

1.1.2. Les mutuelles..... 41

1.1.3. Les fondations..... 42

1.1.4. Les associations..... 43

1.2. Les nouveaux acteurs de l'ESS 45

1.2.1. L'extension de l'ESS aux sociétés commerciales..... 45

1.2.2. L'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »..... 47

2. L'encadrement des acteurs de l'économie sociale et solidaire	50
2.1. Le Conseil supérieur de l'ESS	50
2.2. La chambre française de l'économie sociale et solidaire	51
2.3. Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire	52
2.4. Le Conseil national des chambres régionales de l'ESS	53
3. Le financement de l'économie sociale et solidaire	53
3.1. Les instruments financiers	54
3.1.1. La modification du régime des titres associatifs.....	55
3.1.2. La création de titres « fondatifs »	56
3.1.3. La création de certificats mutualistes et de certificats paritaires	57
3.1.4. Le soutien des Fonds européens d'entrepreneuriat social.....	58
3.2. Le soutien public	58
3.2.1. La commande publique.....	59
3.2.2. Les subventions publiques.....	59
3.2.3. Le financement public de l'« innovation sociale »	61
3.2.4. Le financement par la Banque publique d'investissement.....	61
Le financement associatif	63
Anne-Claire ROUAUD	
1. Diversité des modèles	66
1.1. Le financement par les associations elles-mêmes	67
1.1.1. L'octroi de crédit en dérogation au monopole bancaire	67
1.1.1.1. L'octroi de prêts à leurs membres par des organismes sans but lucratif sur ressources propres	67
1.1.1.2. Le microcrédit	68

1.1.2. L'octroi de financement hors du champ du monopole bancaire	72
1.2. Le financement par un véhicule ad hoc en appui de l'association	73
1.2.1. La collecte de l'épargne par une société commerciale.....	76
1.2.2. La collecte de legs et donations par une fondation ou un fonds de dotation.....	79
2. Articulation avec les outils de la finance classique	82
2.1. Spécificité	83
2.1.1. Spécificité relative quant aux outils de financement.....	83
2.1.2. Spécificité marquée quant aux critères d'éligibilité et à la logique d'accompagnement	88
2.2. Complémentarité.....	90
Le financement alternatif assuré par les banques coopératives et mutualistes	93
Régis VABRES	
1. La structure alternative des banques coopératives et mutualistes	95
1.1. Une structure coopérative.....	95
1.2. Une structure en réseau	97
2. Les produits alternatifs proposés par les banques coopératives et mutualistes	98
2.2.1. La carte bancaire de partage.....	99
2.2.2. Le livret d'épargne de partage.....	100
2.2.3. Les fonds de partage	103
Le financement alternatif par l'utilisation des fonds.....	107
Irina PARACHKÉVOVA	
1. Le choix de la société financée	110
1.1. Les politiques d'investissement	111
1.2. La transparence sur l'investissement.....	114
2. Le comportement au sein de la société financée	119

2.1. La défense des valeurs éthiques promues par le fonds	119
2.2. Le respect d'une éthique envers la société	123
2.2.1. L'exercice des prérogatives patrimoniales	124
2.2.2. L'exercice des prérogatives politiques.....	128
Le financement participatif ou <i>crowdfunding</i>	139
Jean-Marc MOULIN	
1. Les nouveaux acteurs du financement participatif	157
1.1. Les Intermédiaires en Financement Participatif (IFP)	157
1.2. Les Conseillers en Investissement Participatif (CIP)	162
1.2.1. Le champ d'application du statut de CIP	163
1.2.2. La configuration du site accueillant la plate-forme.....	165
1.2.3. Le régime juridique du CIP	170
1.2.3.1. Les règles d'organisation du statut de CIP	170
1.2.3.2. Les règles de bonne conduite des CIP	173
2. L'offre au public de titres financiers	176
2.1. Le nouveau périmètre des offres au public de titres financiers	176
2.2. Les titres financiers offerts via les plateformes de financement participatif	180
2.2.1. Les actions	181
2.2.2. Les obligations	183
2.2.3. Les « minibons ».....	186
Financement s'appuyant sur la mise en place de monnaies alternatives	191
Pauline PAILLER	
1. Les monnaies virtuelles	196
2. Les monnaies émises dans un cadre privé	200

3. Les monnaies locales	203
3.1. <i>Les monnaies locales complémentaires</i>	204
3.2. <i>Les systèmes d'échanges locaux et les Accorderies</i>	208
Les financements répondant à la mise en œuvre de principes religieux.....	213
Julien COUARD	
1. Analyse juridique des finalités de l'investissement confessionnel.....	222
1.1. <i>Les placements à finalité solidaire ou de partage</i>.....	223
1.2. <i>Les placements à finalité éthique</i>	225
1.3. <i>Les placements à finalité activiste</i>.....	228
2. Les critères d'investissement confessionnel	230
2.1. <i>Lutter contre les activités promotrices de vices..</i>	230
2.2. <i>Soutenir les activités vertueuses</i>.....	233
2.3. <i>Se positionner par rapport aux indices confessionnels</i>	235
3. Les techniques d'investissement confessionnel	237
3.1. <i>Les alternatives au prêt bancaire conventionnel</i>.....	237
3.1.1. Le financement participatif confessionnel.....	238
3.1.2. Les produits de finance islamique	240
3.2. <i>Les alternatives à l'investissement boursier conventionnel</i>.....	243
3.2.1. Le recours aux techniques financières religieusement compatibles.....	244
3.2.2. Les mécanismes islamiques d'investissement..	245
4. Les procédures propres aux investissements confessionnels	246
4.1. <i>Les procédures de contrôle des investissements confessionnels</i>	246
4.2. <i>Les procédures de correction des investissements confessionnels</i>.....	248

-2 C° ou les beaux jours de la finance climatique	251
Catherine MALECKI	
1. Un constat : de nombreuses initiatives en faveur de la <i>Climate finance</i>.....	256
1.1. <i>L'Union européenne</i>	259
1.2. <i>Les initiatives françaises</i>.....	260
2. Une nécessaire régulation la Climate Finance ?.....	261
2.1. <i>Le besoin de transparence : une nécessaire lutte contre le green painting</i>.....	262
3. Quel type de standardisation pour la finance climatique ?.....	264
L'évaluation extra-financière	269
David ROBINE	
1. La nécessité d'une évaluation extra-financière externe	272
1.1. <i>Les insuffisances de l'évaluation interne</i>.....	273
1.2. <i>Les modalités de l'évaluation extra-financière externe</i>.....	276
2. La fiabilité de l'évaluation extra-financière externe	278
2.1. <i>Les exigences</i>.....	279
2.2. <i>Le contrôle et la sanction</i>.....	282
Finance alternative et droit des assurances	287
Adrien TEHRANI	
1. Les structures.....	289
2. Les placements.....	292
3. Les produits.....	296
3.1. <i>Une réponse aux besoins de financement des entreprises</i>.....	296
3.2. <i>Un remède contre l'exclusion des individus</i>.....	298

Le financement des entreprises par les collectivités territoriales	303
Corinne DELON-DESMOULIN et Xavier BARELLA	
1. L'aide aux entreprises : un cadre juridique renouvelé	304
2. Une variété d'instruments juridiques et financiers	307
L'habitat participatif : l'immobilier « alternatif » ?	315
Camille DEVAUX	
1. L'habitat participatif : aux sources des initiatives.....	316
1.1. Des initiatives en « héritage » ?.....	316
1.1.1. Les héritages « historiques »	317
1.1.2. Des sources d'inspiration à l'étranger	318
1.2. Les motivations à l'origine des projets d'habitat participatif.....	318
1.2.1. Un projet social.....	319
1.2.2. Un projet écologique	320
1.2.3. Un projet économique	320
1.2.4. Un projet politique.....	321
2. L'entrée de l'habitat participatif dans la loi	322
2.1. Une co-construction législative	322
2.2. Les apports de la loi ALUR.....	323
2.2.1. Une « définition » et une reconnaissance législative.....	324
2.2.2. Les sociétés coopératives d'habitants.....	325
2.2.3. Les sociétés d'attribution et d'autopromotion..	326
2.2.4. La participation des organismes d'HLM	326
3. Les incertitudes quant au développement de l'habitat participatif.....	327
3.1. Des décrets d'application qui tardent	327
3.2. Des enjeux plus globaux	329
3.2.1. Des questions de financement.....	329
3.2.2. L'habitat participatif : des projets qui heurtent les représentations et les pratiques.....	331

Conclusion	332
Bibliographie	333
Alternative Finance in Spain	335
Héctor SIMÓN-MORENO	
Introduction	335
1. Crowdfunding	336
1.1. Participatory crowd-funding platforms	337
1.1.1. Concept.....	337
1.1.2. Legal and administrative requirements	338
1.1.3. Territorial application	339
1.1.4. Payment services and money laundering	339
1.1.5. Duties and standard of diligence.....	340
1.2. Legal framework of projects	342
1.2.1. Crowdfunding sectors and purposes	342
1.2.2. Funding limits.....	344
1.3. The promoter	344
1.4. The investor	345
1.5. Legal relationship between platforms and promoters or investors	346
2. Bitcoin	348
2.1. Legal status	349
2.2. Money laundering issues	354
3. Microfinance	355
3.1. Status quo	355
3.2. Legal framework	357
4. Intermediate tenures	359
4.1. Temporary ownership	360
4.2. Shared ownership	361
4.3. Finance implications	362
5. Conclusions	362
Bibliography	363

Alternative finance in the United Kingdom	369
Joy MORTON	
Introduction	369
1. Mutual banking systems	371
1.1. <i>Shares and raising finance</i>	378
1.2. <i>Capital Adequacy</i>	380
1.3. <i>Basel I</i>	381
1.4. <i>Basel II</i>	381
1.5. <i>Basel III</i>	382
2. Microfinance and environmentally friendly finance ..	382
3. Religious lending	385
4. Alternative money – the bitcoin	387
5. Crowdfunding and peer-to-peer lending	390
6. Payday Loans	393
7. Collective Investment Schemes.....	396
7.1. <i>Collective Investment Schemes (CIS)</i>	396
7.2. <i>Unregulated Collective Investment Schemes (UCIS)</i>	396
8. Property finance	397
Alternative finance in Greece	401
Anastasia SOTIROPOULOU	
1. Venture capital.....	403
2. Co-operative Banks.....	404
2.1. <i>The Greek cooperative model</i>	405
2.2. <i>The resolution of cooperative banks</i>.....	406
2.3. <i>The new model of cooperative banks</i>	408
3. Crowdfunding.....	410
3.1. <i>The crowdfunding models</i>	410
3.2. <i>The crowdfunding market</i>	411
3.3. <i>The crowdfunding regulation</i>	412

Entreprise et finance sociales : perspectives canadienne et québécoise	417
Ivan TCHOTOURIAN, Marion RACINE et Olivier SIROIS	
Introduction	418
1. Quelle structure juridique pour l'entreprise sociale de demain ?	421
1.1. Organismes de bienfaisance	422
1.2. OBNL	428
1.2.1. Statistique sur la situation québécoise	429
1.2.2. Une réforme ?	430
1.2.3. Situation actuelle	432
1.3. Coopératives	433
1.3.1. Cadre réglementaire et typologies des coopératives au Québec	434
1.3.2. Coopérative et entreprise sociale	438
1.4. Entreprises hybrides	439
1.4.1. Community contribution company	441
1.4.1.1. Principales caractéristiques	442
1.4.1.2. Avantages et inconvénients de cette structure	444
1.4.1.3. Un modèle pas si nouveau	445
1.4.2. Projets de réforme et réflexions actuelles	448
1.4.3. Synthèse	450
1.5. Entreprises commerciales traditionnelles	451
1.5.1. L'activité sociale sous la forme d'une société par actions : une confirmation de la pratique	452
1.5.2. L'absence d'obligation de réaliser et de distribuer des dividendes	453
1.5.3. La RSE appréhendée	456
1.5.4. Défis et problèmes	457
1.5.5. Synthèse : la possible entreprise sociale	459
2. Quelle mobilisation des capitaux pour la finance sociale ?	460
2.1. Qu'est-ce qu'une OIS ?	461
2.1.1. Avantages	462
2.1.2. Caractéristiques	463

2.1.3. Acteurs.....	463
2.1.4. Étapes d'élaboration.....	464
2.1.5. Bilan des initiatives	465
2.1.5.1. <i>Dans le monde</i>	465
2.1.5.2. <i>Au Canada</i>	466
2.1.6. Quel avenir pour les OIS ?.....	468
2.2. Le financement participatif comme méthode de financement social	469
2.2.1. Mise en perspective	470
2.2.2. Précisions sur le droit du financement participatif en capital.....	474
2.2.2.1. <i>Dispense de prospectus</i>	475
2.2.2.2. <i>Dispense d'inscription</i>	478
2.2.2.3. <i>Obligations et imputabilité des portails de financement</i>	478
2.2.2.4. <i>Sollicitation des investisseurs</i>	480
2.2.2.5. <i>Divulgence d'information</i>	481
2.2.2.6. <i>Revente des titres sur le marché secondaire</i>	482
2.2.2.7. <i>Enjeux de gouvernance</i>	483
2.3. Renforcement de la divulgation et affirmation de la légitimité de l'investissement socialement responsable (ISR)	484
2.3.1. Présentation de la récente réforme ontarienne..	485
2.3.2. Un choix différent au Manitoba.....	487
2.3.3. Une réforme à saluer.....	488
Conclusion : l'inexistence de dissuasion à l'action	490
Droit de la finance alternative	493
Sous la direction scientifique de Jean-Marc MOULIN	493
A. Contributions françaises	493
B. Contributions internationales	493
Index	495